

Réaction du GTT INTERNATIONAL GENEVE face à la position du GIC-M :

«*Nous refusons toute forme de mise sous-tutelle étrangère de notre pays*»

Tananews – 07/08/13

Nous ne pouvons rester sans réaction face à la situation actuelle marquée par l'attitude totalitaire du GIC-M et suivie aveuglément par le reste de la Communauté Internationale.

Ayant établi que :

1. Depuis le début de la crise, la Communauté Internationale n'a jamais cherché à sanctionner Rajoelina d'avoir bloqué tout processus de sortie de crise,
2. Le gouvernement appelé « d'union nationale » ainsi que toutes les institutions de la transition ne sont en réalité qu'à caractère unilatéral et partisan sans que la Communauté Internationale ne réagisse ni applique des sanctions. De fait, elles perdent toute crédibilité. Leur assainissement est nécessaire comme le recommande les résolutions de la FFKM car elles constituent aussi des sources de crise et de blocage,
3. La Communauté Internationale a réussi à écarter le Président Ravalomanana de la course à la magistrature suprême à travers l'accord Ni-Ni.
4. La Communauté Internationale, à travers **le plan du GIC-M décliné en 7 points** oblige l'Etat malagasy à modifier ses lois et décisions de justice par des ordonnances émanant du pouvoir de fait, mettant ainsi en danger la justice nationale.
5. La Communauté Internationale va jusqu'à dicter à des candidats aux élections de retirer leur candidature sous peine de sanction.
6. Les signataires de l'acte constitutif de la nouvelle CES (Cour Electorale Spéciale) dictée par le GIC-M sont exclusivement des entités alliées des putschistes (10 entités sur 11). C'est donc de la pure mascarade car le principe de neutralité et d'indépendance, dans ces conditions, ne sont qu'un leurre,
7. La restructuration même de la CES ne respecte pas les dispositions de la Feuille de Route. En effet, les 45 articles de la dite Feuille de Route, reconnus comme « des lois qui régissent le pays durant la Transition », doivent être appliqués dans sa totalité. Et il n'y est nullement fait mention d'une quelconque possibilité de dissolution, de remaniement ou de refondation concernant la CES. La SADC qui est chargée de son suivi et de son application est donc responsable de tout dysfonctionnement, et à fortiori de toute tentative de manipulation concernant la finalité juridique de ces lois.
8. La nouvelle CES sera composée majoritairement de personnalités politiques pourtant, étant donné que c'est une Cour, à fortiori chargée de valider les élections futures, les membres doivent être exclusivement des magistrats indépendants. Toute décision rendue sera donc logiquement à caractère politique favorisant le camp des putschistes dont ils y sont majoritaires.

Nous constatons que :

- Tous ces agissements scandaleux n'obéissent qu'à un seul et unique objectif, celui d'empêcher notamment Mme Lalao Ravalomanana, porteuse d'espoir pour des millions de Malagasy, d'être candidate à la présidentielle, et plus largement d'écarter définitivement la famille Ravalomanana de la scène politique nationale.

- Les mesures imposées par le GIC-M sont loin de faciliter le processus de sortie de crise. Au contraire elles vont conduire inévitablement vers un blocage politique qui maintiendrait Madagascar dans la situation chaotique actuelle.

Aussi, nous exigeons de la Communauté Internationale:

- d'intervenir pour mettre fin immédiatement aux manœuvres actuelles des médiateurs internationaux du GIC-M, devenus juges et parties, d'évincer de la liste officielle les candidats que ces derniers jugent «indésirables»,
- D'appliquer les Accords de Cotonou pour sanctionner les vrais coupables, en l'occurrence Rajoelina et ses amis putschistes, assassins de la démocratie au lieu de s'acharner sur Mme Lalao Ravalomanana,
- De cesser de prendre en otage les 22 millions de Malagasy qui sont dans la souffrance et la pauvreté extrêmes en abandonnant toute idée de sanction pour tout individu ou groupe de personnes qui s'opposent à sa décision,
- De respecter scrupuleusement le choix du peuple Malagasy libre et souverain,
- de soutenir activement les efforts de médiation de la FFKM notamment pour la réalisation du sommet à Antananarivo des 3 anciens Présidents élus et Rajoelina qui sera le gage d'une véritable réconciliation et apaisement, conditions indispensables pour la tenue des élections libres, démocratiques, transparentes et acceptées par tous,

Enfin, nous tenons à préciser que nous ne pouvons accepter toute forme d'ingérence qui bafoue notre souveraineté nationale. Aucun pays ni institution n'a le droit d'imposer au peuple Malagasy celui ou celle qui doit diriger son pays. Aucun pays ni institution ne peut s'arroger le droit de faire modifier les lois nationales quels qu'en soient les motifs. Bref, nous refusons catégoriquement toute forme de mise sous-tutelle étrangère de notre pays.

Genève, le 07 août 2013

Source : <http://www.tananews.com/2013/08/reaction-du-gtt-international-geneve-face-a-la-position-du-gic-m/>